

## ***DOSSIER***

### ***POUR UN CONCEPT DE SECURITE***

*par Eric de La Maisonneuve*

La fin de la guerre froide et celle proclamée de « l'ennemi » auraient dû nous alerter sur la modification des types de menaces que nous aurions désormais à affronter. Car, sauf à faire de l'angélisme, il paraissait exclu qu'en quelques années les rivalités et les antagonismes accumulés tout au long du sanglant vingtième siècle se dissipent miraculeusement, et surtout que l'aggravation sensible des problèmes socio-économiques liés à une forte démographie et à un développement déséquilibré ne provoquent ici ou là des tensions et des explosions de violence.

Cette conflictualité « post-moderne » nous est maintenant familière : une bonne trentaine de conflits dits identitaires, des formes encore mal élaborées de guerres psychologique, « informationnelle », économique..., des crises politiques et financières à répétition, le libre champ laissé à la grande criminalité, aux trafics, aux diverses sortes de délinquance, et puis...le pire, ce terrorisme dont le nom indique bien notre hantise, cette sorte de bête meurtrière elle aussi « immonde » parce qu'extravagante et imprévisible : telles sont les réalités permanentes et prégnantes du monde actuel. Elles nous enseignent depuis toujours, et surtout ces dix dernières années peuplées de trompe-l'œil et nourries d'utopies, que la paix aussi bien sociale qu'internationale, tant espérée, était encore - et pour longtemps - un rêve inaccessible, et que « la guerre », sous ses formes variées, quoi qu'on ait dit et écrit sur le sujet, restait l'horizon indépassable des peuples.

Face à ces conflits et à ces menaces, parfois localisées mais dont la dispersion et la trans-nationalité en font un phénomène mondial, il est apparu vite évident que nos **systèmes de défense** – essentiellement militaires – étaient en partie inopérants, voire inemployables. Appareils de dissuasion et d'action à l'égard de menaces identifiées et prévisibles, ils ne sont ni conçus ni organisés pour prévenir et protéger de cette nébuleuse menaçante dont on ignore souvent l'origine et dont on mesure encore mal l'ampleur aujourd'hui. Statiques ou lents à se déployer, soumis à de lourdes contraintes techniques et juridiques, ils se situent presque toujours

*en aval* de menaces au contraire mobiles, fuyantes, inattendues. Ils ne sont pas nécessairement obsolètes dans un environnement aussi résolument menaçant, mais ils sont devenus notoirement insuffisants pour couvrir la gamme des dangers potentiels. C'est pourquoi, ils ne peuvent plus être laissés seuls ou dissociés des autres acteurs de sécurité pour faire face à ces types de menaces « caméléon ». Il faut les replacer dans un ensemble redéfini, les associer dans un « système » réorganisé et les compléter *en amont*.

En quoi devrait consister cet *ensemble systémique*, seul en mesure, semble-t-il, de prendre en compte un problème dont l'ampleur, allant du terrorisme à la délinquance en passant par la criminalité organisée et les réseaux mafieux, décrirait la totalité des menaces procédant des décalages et des dysfonctionnements du monde actuel ?

Il faudrait commencer par en décrire les contours à défaut de pouvoir en fixer les limites, en lui donnant un **cadre conceptuel** dans lequel serait définie ce que devrait être une approche moderne et globale de la sécurité. Celle-ci consisterait à passer d'un concept privilégiant la défense – trop réducteur - à un **concept général de sécurité**. Il s'agirait en fait d'établir pour la sécurité un **continuum civilo-militaire** à l'intérieur duquel pourraient s'inscrire, sans solution de continuité, tous les dispositifs (non seulement police, gendarmerie, armée d'active, réserves, mais aussi vigiles, réseaux de surveillance, systèmes de renseignement, corps de contrôle...) qui concourent à s'opposer aux menaces, d'où qu'elles viennent. L'enjeu est de taille et le défi risqué, tant les mentalités ne sont guère disposées à remettre en question l'infinité de citadelles dans lesquelles se réfugient tous les corporatismes sécuritaires. Le slogan « *à chacun sa sécurité !* » est une marque de nos féodalités et de notre impuissance à regarder le monde en face. L'insécurité est un des défis prioritaires de notre époque. A défaut d'y consacrer toutes nos énergies, les efforts de solidarité que nous pourrions être conduits à faire pour plus de justice, de développement et de paix dans le monde seraient ruinés d'avance.

Ce cadre général étant fixé, il faut s'efforcer de formuler de façon renouvelée une conception moderne de la sécurité ; celle-ci pourrait être définie comme la recherche constante d'un ***état d'équilibre dans lequel les risques encourus sont mesurés et acceptés et, si besoin est, compensés par des mesures de protection qui les rendent acceptables en cas d'agression***. Il s'agit plus d'un état d'esprit que d'un ensemble de dispositions dont la seule énumération montrerait l'inanité. Effectivement, ne nous faisons pas d'illusions : personne ne peut envisager, par un coup de baguette magique, de supprimer l'insécurité et son avatar le plus monstrueux qu'est le terrorisme, d'anéantir la délinquance et de vaincre la criminalité. La sécurité ne peut être un état soudain de béatitude, la fin de toute inquiétude qui viendrait opportunément balayer d'un revers de main les tragédies de l'Histoire et les problèmes des sociétés. L'humanité est ce qu'elle est, profondément destructrice et masochiste. Nous ne souhaitons

aucun retour au totalitarisme, aux Etats policiers et inquisiteurs. En revanche, on peut légitimement envisager de freiner la dégradation de la situation et de limiter les dégâts. C'est pourquoi la sécurité est une quête – inlassable – et qu'elle a besoin d'un cadre aussi large que possible dans lequel tous les dispositifs existant – et d'autres à créer – pourront trouver leur place et leurs limites, une cohérence renforcée et donc la plus grande utilité, qu'il s'intéressent au territoire, à la population, aux installations, aux aliments, à la santé, à l'informatique, etc.

La **notion de risque** est au cœur du concept de sécurité. Non seulement en raison du pullulement anarchique des menaces qui interdit de s'en prémunir absolument, mais aussi tout simplement à cause de la nécessité d'agir. Contrairement à ce qu'on croit, nos sociétés meurent d'insécurité à force de fuir tout risque et de réclamer une assistance garantie en permanence. A force de « précaution », on finirait par ne plus oser respirer un air manifestement pollué ! Ce « zéro risque » est aussi impraticable qu'il serait mortel. C'est à cause de cette aspiration irréaliste que nous nous condamnons à demeurer dans le **cercle vicieux « sécuritaire »** : en imposant au reste du monde notre mode de domination par une puissance écrasante, nous contraignons « les autres » à réagir en « modes dégradés - dégradants » et à attaquer les plus visibles de nos vulnérabilités, nous obligeant à notre tour, faute de pouvoir remédier à ces vulnérabilités qui caractérisent nos sociétés ouvertes, à nous défendre en attaquant et en imposant une puissance encore supérieure, etc. Cet engrenage dans l'escalade de la violence – puissance contre terrorisme, forces de police contre délinquance, législation contre spéculation, etc. – conduit à l'insécurité générale et, à terme, à des « régimes » sécuritaires ou à la permanence de la guerre. Même s'il sert de nombreux intérêts et assure un certain confort de gestion politique, il faudrait tenter de rompre ce cercle maléfique et désolant, parce qu'il rend les sociétés progressivement invivables.

Cela ne peut passer que par une re-discussion des rôles traditionnels respectifs de l'Etat et des citoyens en matière de sécurité ; il faut revoir le « **contrat social** » fondé jusqu'alors sur la base de **l'échange liberté-sécurité entre l'individu et la puissance publique**. Ce que nous avons abdiqué de notre liberté, l'Etat est censé nous le rendre en termes de sécurité. Or, nous savons aujourd'hui que l'Etat n'est plus en mesure d'honorer son contrat, en raison justement de la prolifération des menaces et de la nécessité dans laquelle il se trouve de protéger les libertés. Il faut établir un nouvel équilibre dans le contrat Etat - citoyen entre le pouvoir et la sécurité : l'Etat doit rendre du pouvoir aux citoyens et ceux-ci, par compensation, doivent participer à la sécurité de l'ensemble. Consommateur brut de sécurité, le citoyen doit désormais participer à sa création nette, faute de quoi il se trouvera, lui et la collectivité, en déficit de sécurité et, à terme plus ou moins proche, en situation de péril.

En réalité, cette proposition, apparemment révolutionnaire, ne l'est pas : elle ne consiste qu'à appliquer les règles démocratiques là où règne

encore sans partage « l'autorité » de l'Etat, qu'à achever la construction de nos systèmes en mettant enfin le **citoyen face à ses responsabilités**. Il ne peut en effet longtemps continuer d'être assisté sans contrepartie : la providence, la santé et la sécurité ! Tout cela contre un bulletin dans l'urne – lorsqu'il consent à voter – et une passivité civique inquiétante. Qu'on veuille garantir les libertés, rien de plus normal et de plus souhaitable : seulement il faut en payer le prix, notamment en termes de sécurité, et de cette sécurité qui doit se situer *en amont* des dispositifs actuels.

Elle consiste dans ces deux fonctions clés qui sont sous-développées dans nos systèmes : **la prévention et la protection**. S'agissant de la première, il n'est plus concevable de la restreindre aux seuls services de renseignement. Quelle que soit leur excellence professionnelle, ceux-ci ne sont pas à même de rendre compte « du monde » : 95 % des informations sont disponibles dans les médias, sur Internet ou dans la documentation ouverte. La vigilance publique peut donc s'exercer sans faire nécessairement appel à des spécialistes : il faut mettre les citoyens en état de vigilance. Par ailleurs, le concept de prévention devrait s'élargir à tout ce qui est si négligé dans notre société contemporaine et qu'on peut désigner en termes d'anticipation, de préparation, de planification, de coordination, toutes dispositions réellement « rassurantes » et qui, de ce fait, appartiennent pleinement à un état de sécurité.

Pour ce qui est de la protection, notion encore plus floue que la précédente, elle ne peut plus aujourd'hui se concevoir dans les termes statiques et linéaires classiques en raison, nous l'avons dit, de la multiplication des menaces comme des vulnérabilités. Nous sommes contraints, pour la repenser, de faire appel à la notion de « réseau » de façon à tisser au-dessus et au sein de notre société une vaste toile effectivement protectrice. Le terrorisme, les mafias, les bandes, toutes ces néo-structures sont organisées en réseaux. Nous devons nous adapter aux circonstances et à ce type d'adversaires, supprimer une a-symétrie qui ne profite qu'à eux et reprendre l'initiative.

Dans le domaine - vital - de la sécurité, il faut commencer par le commencement : **repenser la sécurité**, c'est-à-dire la replacer dans un concept suffisamment englobant pour lui rendre cohérence et efficacité. Etablir d'emblée un catalogue de mesures pour boucher quelques trous fera sans doute illusion quelques mois, mais ne suffira pas à rendre sa solidité à un tissu déchiré. C'est sur ce chantier qu'on peut réconcilier l'Etat et les citoyens et redonner du souffle à la République.

Eric de La Maisonneuve